Dissertation 2

Clausewitz « La guerre n’est que la continuation de la politique par d’autres moyens

Analyse des termes du sujet

Présupposé de la thèse : il n’y a pas, contrairement à ce que l’on pourrait croire, antinomie/ solution de continuité entre les deux termes de la polarité :

« guerre» = combat, violence physique, armée, en soi étrangère au droit, à la morale et à la Justice (acquis de la 1ère définition de la guerre absolue, I,I, § 2-3),

 mais violence collective et finalisée, qui met aux prises deux corps sociaux organisés, qui nourrissent l’un envers l’autre des intentions hostiles (C, I,I, § 3), et qui ont choisi ou accepté de recourir à ce moyen (et pas à un autre, moins coûteux en termes de violence, C insistant sur la nature essentiellement, intrinsèquement violente de la guerre) pour imposer leur volonté ou pour trancher leurs différends.

«La politique » pourrait être cet autre moyen dans la mesure où l’idée du politique induit le recours à la médiation de la parole : diplomatie, droit ( l’étymologie du mot « lois » a la même racine que le verbe « legere », « lire »), échange non de coups (le modèle de la guerre absolue est au contraire la « lutte », sans autre contrepoids que la force de l’adversaire), mais de mots, débat, controverse, polémique, rhétorique => le moyen de l’activité politique diffère a priori radicalement du moyen de l’activité guerrière.

Comment comprendre dès lors que la « guerre » puisse être « la continuation de la politique » ?

D’abord parce que la guerre, violence finalisée, n’est pas une fin en soi, mais un moyen : le moyen d’une fin qui lui est extérieure, antécédente et ultérieure et qui est d’ordre politique. La nature de la « volonté »/ des volontés qui s’affrontent et que la 1ère définition de la « guerre absolue » a laissée dans l’indétermination au § 2 constitue le 2ème élément définitoire du concept de la « guerre réelle », provisoirement occulté/ laissé de côté pour des motifs méthodologiques et que le § 11 réintroduit est politique, c.à.d. qu’il engage, avec la volonté du pouvoir exécutif (Clausewitz parle « d’intelligence de l’Etat personnifié »), la nature effective des relations extérieures et intérieures, l’étendue du territoire et des pouvoirs de police, de Justice, de gestion des biens et des personnes relevant du domaine et de l’intérêt public.

Dire que la guerre est la « continuation de la politique par d’autres moyens », c’est donc d’abord rappeler une évidence : il n’y a que des entités politiques qui se font la guerre.

C’est ensuite affirmer (« continuation » s’entend alors dans un sens temporel) que la politique est la « matrice » de la guerre, phénomène historique qui naît dans un contexte géo-politique (« politique-objet ») pour des motifs politiques et que la politique, qui est à l’origine de la guerre, infléchit le cours de cette guerre, dont la fin (au sens temporel du terme) procède d’une modification de la situation politique antérieure à la guerre.

* La guerre est « un acte politique », car son enjeu est « politique » : avec la finalité, la signification de la guerre relève du politique.

 Mais cela suppose aussi, 2ème niveau de signification, que la finalité de la guerre est la paix, qu’elle ne brise que pour la rétablir sur d’autres bases, et, 3ème niveau de sens, que le pouvoir militaire n’a pas d’autonomie : la politique est le « législateur suprême » de la guerre, en ce que l’intensité et les modalités du moyen dépendent de la nature de la fin La guerre réelle trouve dans la politique un principe de limitation qui borne le déploiement de sa violence.

Mais « continuation » peut aussi s’entendre au sens de « continuité » en raison d’une analogie que Clausewitz tisse, dans le chapitre 3 du livre II entre la guerre et la politique.

Source du conflit des interprétations, cette analogie pose problème car elle suppose une ressemblance, une similitude entre « guerre » et « politique ». Marxistes, anarchistes et théoriciens du droit (nazi) se sont engouffrés dans la brèche, les uns pour penser le passage de la « lutte des classes » à la « guerre des classes », les autres pour faire de la violence le mode d’exercice d’un pouvoir perçu uniquement comme répressif, les derniers pour faire de l’antagonisme « ami »/ « ennemi » le fondement du politique.

De fait la politique est conflit et l’intérêt de la réflexion sur la guerre est de mettre à jour la conflictualité essentielle des relations, des interactions politiques et sociales.

Peut-on pour autant affirmer que « la politique est continuation de la guerre par d’autres moyens » ? Sérieusement non et pour une raison simple : le moyen spécifique à la guerre est la lutte armée, la lutte à mort. Or si violents que soient les antagonismes sociaux, politiques, idéologiques, économiques, religieux…, ceux-ci ne dégénèrent en guerre civile/ guerre de chacun contre tous/ en guerre révolutionnaire, en guerre tout court que lorsque le corps politique se dissout dans l’inhumanité.

Allons + loin : la « disjonction », la « discontinuité », la « rupture » de la guerre, source de chaos, avec la paix, synonyme d’ordre, d’harmonie, de Justice, d’amitié, interdit de voir dans le principe d’hostilité le fondement d’un ordre politique fondé sur la raison, la parole, l’humanité de l’homme dans l’homme, le principe d’universalité. Or l’illimitation potentielle du moyen, rejaillissant sur la fin, la corrompt et de la dissout dans le chaos d’une apocalypse politique. Le primat de la stratégie défensive sur l’offensive s’appuie sur une analyse du caractère hasardeux des politiques qui sous-tendent l’offensive à outrance.

Dès lors il faut repenser l’articulation de la guerre et de la politique sur d’autres bases, celles de la guerre juste, régie par un principe d’universalité qui ne nie pas la commune appartenance des belligérants à l’humanité, et qui conçoive le politique, non comme la « volonté » de puissance de l’intelligence de l’Etat personnifiée, mais comme la gestion commune des affaires d’une cité que ses frontières, son identité, son régime n’empêchent pas d’échanger avec l’autre, d’ennemi devenu « ami », sans fusion ni confusion, mais sans non + de volonté de puissance. C’est sans doute une utopie, mais au sens du « principe espérance », autorisé par la prise de conscience du caractère historique, partant artificiel et construit des antagonismes, révisables, réversibles.

Proposition de plan

1. La guerre comme continuation de la politique par d’autres moyens
2. La politique comme matrice de la guerre

Quod demonstrandum : La guerre = une totalité au sein d’une totalité + vaste, l’histoire des relations que les corps politiques entretiennent entre eux => toute guerre comporte un enjeu politique tel que la politique, mobile/ cause de la guerre, en détermine la nature, peut en régir le déroulement et, quelle qu’en soit l’issue, la prolonge en (re)fondant, avec le droit, l’/un nouvel ordre politique.

1. « Que la guerre serve de moyen à la politique implique que la guerre serve à la restauration de la paix » (R Aron).

Quod demonstrandum : la fin(alité) de la guerre n’est pas la victoire, qui n’en est que le moyen, mais l’établissement, le rétablissement du politique, c.à.d. de tous les usages de la parole, comme moyen d’arbitrer, mieux de surmonter les conflits (à la source du principe d’hostilité), pour décider par con-vention (principe du droit), des interactions les + propices à une action en vue du bien commun.

1. La subordination de la guerre à la politique : un principe de limitation, partant de modération du moyen par quoi la guerre diffère de la politique dans la gestion d’un conflit = la violence physique.

Quod demonstrandum : la guerre n’étant pas une abstraction/ un pur concept, mais une réalité/ un phénomène historique et politique pris dans une totalité, dont la finalité limite sa fonction à celle d’un moyen d’une fin qui en détermine et en régule l’emploi, la guerre hérite d’un principe de limitation qui lui est extérieur, mais sur lequel elle agit en retour : l’ampleur du moyen se mesure à l’aune de l’intensité + ou – grande de la fin => corrélation, « continuité » guerre/ politique.

Transition La politique comme continuation de la guerre par d’autres moyens ou la guerre comme discontinuité/ disjonction/ rupture avec le politique ?

1. La guerre comme discontinuité et rupture sapant les fondements de l’idée même du politique, dont elle révèle cependant les fractures.
2. L’empoisonnement de la fin par les moyens : l’entropie de l’intention, du sentiment hostile, au fondement du bellicisme.

Question : la spécificité du moyen, son illimitation intrinsèque, ne risquent-elles pas, en corrompant la fin, de l’absorber si bien que la guerre, absolutisée, nourrisse la guerre et empoisonne la paix, au lieu de la préparer ?

1. La guerre, solution de continuité en raison de l’inévitable sapement des fondements du politique.
2. La guerre comme chaos : entre menace d’effondrement ou de dissolution de l’ordre et de l’intelligibilité qui fondent la légitimité du pouvoir exécutif.
3. « inter arma silent leges » : renversement des valeurs et, dans une certaine mesure, du droit fondateur de la Justice sans laquelle le politique manque le bien qui fonde sa légitimité, la loi d’airain de la guerre sape les fondements de la « cité » en ce qu’elle menace le citoyen de régression vers un état pré-politique de «guerre de chacun contre chacun ».
4. Si la politique a pour fin l’établissement et la consolidation du lien social, on ne peut que constater combien le principe d’hostilité qui divise les belligérants, rompt l’amitié qu’Aristote place au fondement du politique: rupture partielle lorsque le conflit oppose deux communautés distinctes et indépendantes l’une de l’autre ; rupture beaucoup plus profonde et parfois presque totale lorsque la guerre civile éclate, révélant les antagonismes susceptibles de fonder le politique non sur l’action en vue du bien commun, mais sur la distinction entre ami et ennemi.
5. La politique comme continuation de la guerre par d’autres moyens ?

Transition Si la vertu du principe de déliaison du politique par la guerre est de révéler, à travers les antagonismes qui les fondent en les opposant, la continuité profonde entre ces deux champs d’action historiquement fondateurs du droit et régis par des rapports de force dont il serait vain de nier la violence, ne risque-t-on pas, à occulter l’hétérogénéité des moyens, de basculer dans un bellicisme ruineux, et de pervertir, avec les catégories du discours, les fondements juridiques et moraux d’une philosophie de l’action politique et militaire qui, pour réaliste qu’en doive être le discours, n’en doit pas moins demeurer raisonnable et mesuré, au nom d’un principe d’humanité et d’universalité, qui, pour utopique qu’il soit, n’en demeure pas moins un garde-fou indispensable

1. La parole critique sur l’articulation du politique et de la guerre ou les vertus de la parole régulatrice.
2. L’universalité :
* De la raison, à travers un discours analytique intellectuellement honnête et rigoureux, qui tire des leçons de l’Histoire sans la déformer, dans le souci de faire droit au conflit d’interprétations sur un sujet complexe et conflictuel.
* Du point de vue à travers la mise en place de protocoles d’énonciation et d’interlocution qui fasse droit, autant que faire se peut, à la parole de l’autre, sans lui ôter, avec l’étrangeté, la part d’humanité, seule susceptible de susciter , avec la com-passion, la conscience de partager une même condition humaine, id est politique = vertu de la cérémonie et de la catharsis tragique, qui pallie les aléas de l’épopée en refusant d’en faire l’instrument d’une rhétorique patriotique.
* Du mythe, propre à soulever la parole utopique en évitant de faire de la prophétie politique l’espoir d’une prophétie autoréalisatrice.
1. La conscience de la responsabilité que confère la dimension fatalement politique de toute parole (potentiellement) publique quand elle prend la forme d’un écrit normé par la référence à des genres rien moins qu’a politiques.
* Clausewitz semble avoir conscience des limites autant que de l’utilité d’un traité de stratégie destiné à éclairer et à pondérer, en dépit des oscillations et des tentations, le jugement de l’homme d’action, auquel il exclut de se substituer.
* Pour politique, panhellénique et athénocentré qu’il soit, la représentation tragique de la bataille de Salamine impose une ré-flexion critique de/ sur l’articulation de la guerre et du politique.
* La double posture du crieur et du suppliant, la sublimation de la forme journalistique par la poétique de la guerre interdisent de faire du *Feu* autre chose qu’une prophétie apocalyptique.
1. La promotion de valeurs qui, pour politiques et/ ou sacrées qu’elles soient, n’en occultent jamais la dialectique de la grandeur et des limites de l’autonomie de l’action humaine :
* L’oscillation de la pensée de Clausewitz entre la fascination pour l’enthousiasme du génie martial et la conscience de la nécessité de l’autolimitation de ce génie par le sens des responsabilités et de l’indispensable hiérarchie des fins.
* L’oscillation de la cérémonie tragique entre l’imputation de la démesure à la faute politique et celle de la fortune des armes, partant du destin historique et politique des peuples, non à l’action humaine, mais à la justice distributive des dieux.
* Dualité de la représentation et de la revendication morale et politique de la guerre comme source de fraternité et comme creuset de révolte sociale et politique contre l’injustice d’une guerre, dont le seul sens politique serait de la faire pour le tuer en promouvant avec la paix, la vie et l’égalité, fondement d’un ordre politique et utopique eschatologique.

Proposition de rédaction du développement des parties I et II

Dire que la guerre est la « continuation de la politique par d’autres moyens », c’est d’abord énoncer ce qui est devenu pour nous, et à la suite de Clausewitz une évidence : acte de violence engagé pour imposer sa volonté (I,I,2), la guerre inclut un moyen et une fin qui ne se comprend que si, substituant aux lutteurs les Etats ou les entités politiques[[1]](#footnote-1) dont « l’intelligence personnifiée » décide de recourir à la médiation de la violence armée pour imposer leur volonté, celle-ci émane, dans la réalité des guerres historiques, de la politique-objet : ensemble des relations politico-sociales dans le sein desquelles les linéaments du conflit armé s’esquissent et se dissimulent. « Totalité au sein d’une totalité + vaste », la guerre ne se comprend, selon Eric Weil, que « par son lieu à l’intérieur de cette totalité englobante, par la polarité qui la constitue en … la liant à l’autre pôle de la vie des communautés et des Etats, à la politique »: « La guerre ne fait pas partie des domaines des arts et des sciences, mais de celui de la vie sociale. Elle est un conflit entre de grands intérêts qui trouve une solution sanglante et ce n’est qu’en cela qu’elle se distingue d’autres conflits», écrit Clausewitz (II,3, p.152). Que la guerre soit le moyen de la politique signifie donc d’abord que la guerre est un phénomène politique qui se produit entre deux réalités politiques, entre deux corps sociaux organisés politiquement et animés de visées politiques : « matrice de la guerre », la politique, au double sens de politique-objet (*politics)* et de politique-sujet *(policy*), est à l’origine de la guerre, dont elle définit les objectifs et la fin[[2]](#footnote-2), dont elle peut infléchir le cours en raison de sa durée[[3]](#footnote-3), et qui constitue, pour elle, le moyen de modifier par la violence les rapports préexistants. Eschyle, qui situe les *Perses* au cœur du pouvoir déserté par ses agents, comme pour mieux souligner l’angoisse d’une société civile prise aux rets des conséquences d’une débâcle militaire, souligne, à travers l’antinomie de la démocratie grecque et du despotisme perse, l’enjeu politique d’une bataille où se joue, par-delà et à travers le mythe de l’autochtonie, non seulement la souveraineté territoriale d’Athènes, et avec elle la survie du corps social et politique que sa population et son autonomie constituent (« il est solide, le rempart que forment les hommes vivants », v.349) mais aussi son modèle politique : la démocratie, et avec elle les valeurs de liberté (« ils ne peuvent être dits esclaves, ni sujets de personne », v.242[[4]](#footnote-4)) et d’égalité, d’isonomie qui la fondent. Enfin, même Barbusse reconnaît, par la voix non seulement des poilus, mais aussi du caporal Bertrand, pourtant disciple de Liebknecht, et des Européens rassemblés sur le toit de leur continent au moment où ils apprennent, avec la déclaration de guerre, l’invasion de la Belgique par les troupes coalisées des empires austro-hongrois et allemand, la légitimité d’une guerre défensive, dont la finalité politique passerait par la défaite militaire de l’Allemagne, symbole du militarisme et du nationalisme.

Mais si la guerre est ainsi un moyen de modifier par la violence les rapports existant entre deux corps politiques, cela signifie aussi qu’elle ne les supprime ni n’envisage de les supprimer : la guerre suppose que nous pensons, en entrant en guerre, en conduisant la guerre, que ces rapports vont se poursuivre par-delà la guerre, que l’autre subsistera et que la guerre se conclura par un traité de paix, au-delà duquel les anciens belligérants entretiendront des rapports pacifiés. Projet de continuation des relations politiques, la guerre suppose donc que je ne me propose pas l’anéantissement, mais la soumission de la volonté de l’adversaire. Pour Raymond Aron, la « formule » de Clausewitz ne procède pas d’une philosophie militariste, car le théoricien prussien de la stratégie a très bien compris que la fin de la guerre n’est pas la victoire : objectif tactique, celle-ci n’est que le moyen d’une fin politique, au double sens de finalité et de retombée des tensions qui ont généré, avec « l’intention hostile », le recours à la médiation de l’engagement de forces armées dans un combat dont le chapitre 2 du livre I rappelle qu’il est le seul « moyen » spécifique à la guerre, « acte de violence engagée pour imposer sa volonté », selon la définition du 1er élément de l’essence de la guerre (I,2), sur la nature duquel la définition trinitaire ne revient pas, à la fin du livre I. « Que la guerre serve de moyen à la politique implique que la guerre serve à la restauration de la paix », rappelle Raymond Aron, qui cite l’exemple du consentement d’Alexandre à la paix, but paradoxalement poursuivi par l’invasion de la Russie et l’occupation de sa capitale, seule chance du succès de Napoléon en 1812. Clausewitz le dit lui-même en toutes lettres au début du chapitre 2 du livre I : « la conclusion de la paix en elle-même éteint toujours une multitude de braises qui seraient restées secrètement ardentes. Les tensions se relâchent, car tous les cœurs tournés vers la paix –toujours très nombreux quels que soient les peuples et les circonstances – se détournent de la voie de la résistance. Quoiqu’il en soit, il faut toujours considérer qu’avec la paix la fin est atteinte et que la guerre a achevé sa tâche » (p.49). La 1ère conséquence du refus de faire de la guerre, dont Clausewitz dit qu’elle a une « logique », mais non « une grammaire propre », une « réalité autonome », est de la penser non en elle-même, mais par rapport à la paix, dont Eschyle fait le symbole, la cause et la conséquence de l’avènement de la Justice au dénouement de *l’Orestie[[5]](#footnote-5)*, dont les poilus de Barbusse gardent la nostalgie, à laquelle ils aspirent et dont l’avènement proprement apocalyptique reste, in fine, la seule finalité qu’ils puissent assigner à une guerre, dont la violence n’aurait + de sens que retournée contre elle-même : le pacifisme révolutionnaire n’étant pas + passivité que la stratégie défensive à laquelle Clausewitz accorde le primat sur la guerre offensive, il faut faire la guerre pour tuer la guerre. Dès lors que la guerre cesse d’être une chose indépendante (la substitution de la victoire à la paix en tant qu’objectif ultime de la guerre résulterait de son autonomie), elle n’a pas d’autre fin ultime que la paix.

Tout conflit s’inscrivant dans un horizon politique avant d’être une opération militaire, la guerre n’existe que par autre chose qu’elle-même : « la guerre n’est pas un objet indépendant, mais la continuation de la politique avec des moyens changés ; c’est pourquoi pour leur majeure partie, les lignes principales de tous les grands projets stratégiques sont de nature politique… ». Ce principe de limitation[[6]](#footnote-6), dont elle hérite, ne se justifie par seulement par des considérations pragmatiques, l’homme d’Etat embrassant l’ensemble des circonstances, dont certaines échappent à celui qui n’a pas d’autre charge que la conduite des armées sur le champ de bataille. Lecteur de Montesquieu et de Voltaire, Clausewitz reste un théoricien de l’équilibre européen défini par la tendance des Etats à régir quand l’un d’entre eux tend à la prépondérance et menace d’accéder à la monarchie universelle et la guerre d’usure, modalité de la guerre défensive permettant de compenser un rapport de force numérique défavorable[[7]](#footnote-7). Au chapitre 6 du livre VI, il voit dans la coalition contre le perturbateur/ conquérant Napoléon une promesse de soutien pour celui d’entre eux qui perd les 1ères batailles ou que la fortune des armes accable. La République des Etats d’Europe forme pour lui un ensemble, un tout, un système, par suite de l’enchevêtrement des intérêts grands et petits, des Etats, petits et grands. Son apologie de la stratégie défensive repose sur une conception de la politique défensive : un Etat sur la défensive trouvera + d’intérêts ligués en sa faveur que contre lui, car les Etats jugent que leur propre conservation est représentée et garantie par des intérêts communs.[[8]](#footnote-8) La valeur et le succès final se mesurant à l’aune du projet politique qui la sous-tend, l’effondrement consécutif à la retraire de Russie, à la défaite militaire de Napoléon, s’explique réciproquement et symétriquement par la démesure des ambitions de l’empereur et par sa confiance exclusive dans la force des armes. Un Etat qui confond fin militaire et fin politique finit par périr de ses succès même, à l’instar de Xerxès, victime de l’aveuglement engendré par sa démesure, et qui entre d’autant mieux dans le piège que la « métis » de Thémistocle lui a tendu que, convaincu de la toute-puissance de ses armées, il croit la victoire, l’isthme de Corinthe et l’invasion du Péloponnèse à portée de main, après le repli consécutif à la prise du défilé des Thermopyles et le sac d’Athènes, aux abois.

La continuité de la guerre et de la politique dévoilent alors, entre les deux domaines a priori exclusifs l’un de l’autre des rapports de gémellité, de similarité par quoi la guerre, de part en part politique, tend au pouvoir et à la volonté politique qui la régit le miroir de ses vices et de ses vertus. Ainsi Clausewitz voit-il, dans le principe révolutionnaire, la cause de la transformation du moyen qui a vaincu les monarchies coalisées contre les armées de la Révolution et de l’Empire, avant que ce principe de l’insurrection nationale ne retourne l’arme de la levée en masse, de l’armement du peuple et de la constitution de milices contre Napoléon, continuateur ou fossoyeur de la Révolution et dont la stratégie offensive signe la démesure de ses ambitions. De même la métaphore du « joug de la force » (594) symbolise à la fois l’impérialisme perse et le rapport de sujétion qui donne droit de vie ou de mort au « despotes » sur ses sujets, devant lesquels il n’est pas soumis, comme les stratèges grecs, à « reddition de comptes ».

Si la guerre est la continuation de la politique par d’autres moyens, ce n’est donc pas seulement que la guerre, simple instrument du politique, trouve dans la subordination à la raison politique qui la gouverne la limite qui en fait un moyen rationnel et efficace de (re)fondation du droit et de (r)établissement intelligent des équilibres tendus, puis rompus dans un essai de transgression limitées des frontières séparant voisins amis et ennemis. Corolaires et analogues au jeu et au commerce, les interactions entre guerre et politique révèlent aussi la violence inhérente aux structures de compétition qui instaurent entre les partenaires un rapport mixte, distinct aussi bien de l’égalité parfaite que de l’inégalité absolue : dans tous les cas, la structure est productrice d’indétermination et d’incertitude, en vertu à la fois des propriétés de l’action réciproque et de l’irruption du hasard ; dans tous les cas, une question de vie et de mort est d’une certaine façon posée, puisque celui qui perd est expulsé du champ déployé par la structure : lorsque le social est décrit comme conflit, la frontière entre la lutte et la guerre tend à s’effacer. Finalement, c’est bien la violence brutale, l’effusion de sang qui constitue la marque spécifique de la guerre, témoin révélateur de la violence des sociétés politiques qui l’engendrent.

Dès lors il faut reprendre la question de l’interaction de la guerre et de la/ du politique sur de nouveaux frais en se posant trois questions corrélées : la question du bellicisme et celle de l’articulation de la fin et des moyens ; la question de la discontinuité de la guerre et de la paix comme fondement du politique ; la question de la politique comme continuation de la guerre par d’autres moyens.

En effet, puisque la guerre est « conflit de grands intérêts qui se règlent par le sang » et que les fins que ces belligérants veulent atteindre (définition même des grands intérêts), sont nécessairement incompatibles (principe d’hostilité), la paix visée par la guerre et conclue souvent au détriment du vaincu ne risque-t-elle pas de devenir le moyen d’une autre guerre, compte tenu du fait que la guerre crée des passions qui la nourrissent, de sorte que la dérive symétrique de « l’intention hostile » en «sentiment hostile » (C, I,I, § 3), de l’enthousiasme de la victoire en ambition démesurée, du deuil de la défaite en désir de revanche (Xerxès, v.476), conduisît à un bellicisme funeste au peuple comme à l’armée ? Si au début du chapitre 26 du livre VI (p.268), Clausewitz, qui ne condamne ni n’approuve la guerre, admettant implicitement la normalité du règlement, sans innocence, des conflits par le sang, renvoie aux philosophes le soin de juger si la guerre et l’armement du peuple sont finalement funestes ou bienfaisants pour l’humanité, Eschyle et Barbusse mettent spectateurs grecs et lecteurs du XXème siècle en garde contre le danger de l’absorption réciproque du moyen par la fin. A travers la figure de Xerxès, tenu pour unique responsable d’un désastre que sa démesure a causé, Eschyle représente le danger que l’armée, inféodée à la volonté d’un despote, soit instrumentalisée au profit d’une politique qui l’absorbe jusqu’à devenir interchangeable avec elle, le chef d’Etat général suprême imposant son autorité sur une armée traitée en esclave : Xerxès apparaît comme l’archétype du mauvais chef parce qu’il entame la guerre pour des motifs égoïstes, sans se préoccuper des malheurs qu’elle entraînera pour ses sujets (v.922-924) A travers l’absence tragique du politique, absorbé par le militaire dans la seule figure du pouvoir politique à laquelle le roman fasse allusion : la figure du ministre de la guerre Millerand (p.59), Barbusse présente le risque symétrique d’absolutisation de la logique interne à la guerre : la montée de la violence aux extrêmes par le jeu des interactions, accru par l’intensité des enjeux, l’augmentation exponentielle de la puissance de destruction de l’armement et la mobilisation des masses dans la guerre. De fait, si le moyen unique de la guerre est , comme le dit Clausewitz dans le chapitre 2 du livre I, la lutte, le choc des forces que l’on appelle le combat et qui est tout ce vers quoi tend le recrutement, l’habillement, l’organisation, le ravitaillement des forces armées, l’illimitation potentielle de ce moyen, dont la corrélation à la fin a montré que « législateur suprême », la politique pouvait en exaspérer comme en modérer le déploiement et l’emploi selon l’intensité des enjeux et la visée du combat, ne risque-t-elle pas en retour, et par un effet rétroactif propre à l’entropie de la guerre, d’en corrompre et d’en dissiper la fin jusqu’à provocation du chaos par interaction d’une double démesure et d’une double folie ? Entre la continuité et la solution de continuité entre « guerre absolue » et « guerre réelle », Clausewitz semble ne pas avoir tranché. Foncièrement pacifistes, Barbusse et Eschyle mettent davantage l’accent sur la disjonction du politique et de la guerre.

Car si la **politique est l’instauration d’un ordre**, la substitution au chaos d’un monde où règnent **la sécurité et la stabilité**, où l’on peut p**révoir et préparer l’avenir,** ce qui requiert la **Justice et la Paix**, conformément au tableau qu’en brosse Athéna au dénouement de l’*Orestie* d’Eschyle, alors que la **guerre**, fatalement, nécessairement, voire radicalement injuste (nous le verrons en étudiant *Le Feu* de Barbusse), entraîne inéluctablement l’irruption du  **chaos, dû au désordre et de l’inattendu**. Elle est, pour Clausewitz, le règne du **hasard,** de l’**imprévisible**, et de **l’imprédictibl**e, modalités et conséquences du **« renversement** » qui peut engendrer, avec la déroute de l’armée et la fuite des dirigeants, **l’effondrement de l’Etat**. Barbusse souligne l’absence tragique du politique, absorbé par l’impéritie d’une administration militaire tatillonne (cf « la grande colère »), mais ce faisant incapable de donner un sens, fût-il tactique, à une guerre découverte **politiquement inintelligible**, dès lors que **la réalité du massacre de la jeunesse européenne s**ur les frontières séparant les Etats **vide le mythe de la guerre défensive de sa substance**, en posant l’analogie de la guerre interétatique et du suicide : «deux armées aux prises, c’est une grande armée qui se suicide ». Mais c’est surtout Eschyle qui, en situant sa pièce dans l’antre du pouvoir déserté par la guerre et en opposant, par les deux catalogues symétriques et par l’antithèse entre l’ordre et le chaos engendré par le combat, puis par la défaite et la déroute de l’armée[[9]](#footnote-9), des élites[[10]](#footnote-10) perses, souligne la vanité de la guerre de conquête et du désir de revanche[[11]](#footnote-11)[[12]](#footnote-12): « il ne faut + mener d’expédition en Grèce,/ quand même l’armée mède serait + nombreuse:/ là-bas, la terre même est pour eux une alliée » (790-792).[[13]](#footnote-13)

 **Aucune communauté politique n’étant possible si les individus qui la composent sont libres de donner la mort comme bon leur semble, d’accaparer les bien**s qu’ils convoitent et conquièrent par la force et **d’imposer**, sans autre forme de procès, **le non-droit du + fort, l’interdit du meurtre fonde l’existence du politique, qui instaure, reconnaît et assure la protection d’un droit de propriété** et repose, Weber l’a bien vu, sur une restriction de l’usage légitime de la violence légale, apanage de l’Etat, qui exige en contrepartie l’aliénation de la liberté naturelle et son sacrifice potentiel dans la participation à l’effort de guerre. Or **dans la guerre**, ces restrictions sont par définition et paradoxalement transgressées[[14]](#footnote-14). **Il devient non seulement licite, mais prescrit de tuer l’autre, d’ami devenu ennemi** par la vertu de la discrimination politique : Cajard est ainsi, dans *Le Feu* de Barbusse, fusillé parce qu’on le soupçonne d’avoir refusé la loi de la guerre[[15]](#footnote-15). De la paix à la guerre se produit un renversement de valeurs qui rend le passage de l’un à l’autre si difficile qu’essentiellement **anomique, la guerre menace toujours l’humanité de régression vers l’état de nature, état pré-politique** hobbesien ou état de nature perverti par les passions que la culture, la civilisation, les lois fondatrices du droit canalisent. Dans *Le Feu* de Barbusse, la politique et la civilisation ont, au mieux, abandonné les hommes, ramenés, par la violence des combats, par l’angoisse de voir leur droit naturel à la conservation sans cesse remis en question gratuitement, par l’indifférence des élites et du commandement à leurs conditions de vie animales, au statut d’hommes sauvages ou d’hommes préhistoriques, à l’instar de Tulacque.

**Si la politique a pour fin l’établissement et la consolidation du lien social,** affirmé dans la représentation qu’Eschyle donne de la société athénienne, fédérée autour d’idéaux d’égalité et de liberté, réduit dans le roman de Barbusse à l’esprit de corps, au seul sentiment d’appartenance à l’escouade même**, on ne peut que constater combien la guerre en marque la rupture : rupture partielle** lorsque le conflit oppose deux communautés distinctes et indépendantes l’une de l’autre **; rupture beaucoup plus profonde et parfois presque totale** lorsque la **guerre civile** éclate. Bien que l’antinomie du grec et du barbare fonde, jusque dans l’antithèse de la démocratie et du despotisme/ de la tyrannie, l’opposition entre la guerre défensive, juste, et la guerre de conquête, essentiellement injuste, Eschyle assigne comme cause à la chute du roi la rébellion, source de rupture d’un lien fondé, par-delà le respect de la ligne de partage des eaux, des terres et des principes de gouvernement, sur la conformité de l’ordre politique à l’ordre cosmique : alors que Xerxès essaye d’ »apaiser » la querelle qui oppose « les + belles des femmes de ce temps, » « sœurs d’une même race », de ses mains la Grèce « met en pièces la bride, qu’elle emporte avec force et, sans frein, rompt le joug qui les lie toutes deux », entraînant Xerxès dans sa chute. (v. 186-197), preuve de l’universalité du mal engendré par la violence. **Tout en tenant le militarisme (allemand) pour responsable d’une guerre dénoncée comme un suicide par les Européens rassemblés sur le toit de de leur continent, Barbusse met davantage l’accent sur la fracturation du corps social en temps de guerre : le clivage entre civils et combattants s’y double d’une tragique cécité du commandement, de sorte que** le fantassin, dont dépend pourtant le salut public, fait, dès qu’il n’est + en 1ère ligne, l’expérience tragique de sa solitude, de son abandon, de son inexistence, **de son exclusion du corps social, injustement clivé.** Sans penser positivement la guerre des classes, sens que Lénine donnera à une lecture marxiste de la formule de Clausewitz, Barbusse place dans la bouche de Volpatte, de retour de permission à la ville, ce constat amer de scission par la guerre d’un corps social dont elle était censée souder la cohésion : »Y a pas un seul pays, c’est pas vrai (…). Y en a deux. J’dis qu’on est séparés en deux pays étrangers : l’avant, tout là-bas, où il y a trop de malheureux, et l’arrière, ici, où il y a trop d’heureux. – Que veux-tu ! ça sert… L’en faut… C’est l’fond… Après … - Oui, j’sais bien, mais tout d’même, y en a trop, et pis i’sont trop heureux, et pis c’’st toujours les mêmes, et pis y a pas d’raison ». Si la finalité du politique est de jeter, avec les bases d’un ordre juste, les conditions d’une vie heureuse, la négation du principe d’égalité dans le partage des biens et des maux conduit les survivants de « l’Aube » à dénoncer l’insuffisance de deux des trois valeurs fondatrices de la 3ème République, pour appeler à la refondation, dans et par la guerre, d’un ordre politique fondé non + sur la « liberté », vidée de sa substance par l’aliénation ontologique du citoyen soldat à une guerre qu’il est sans la décider, ni sur la « fraternité », valeur morale et religieuse rendue inefficiente par son apolitisme même, mais sur **l’égalité, principe d’isonomie au fondement de la Justice politique.**

**et, à travers elle, de la nécessité, pour redonner un sens à la formule de Clausewitz, de le retourner contre elle-même en faisant de la guerre, témoin révélateur d’une injustice, le moyen paradoxal d’une utopie** jette une ombre sur la légitimité de l’ordre social et politique défendu en temps de guerre.

**comme continuation de la politique par d’autres moyens, l’ultime moyen de retourner contre la guerre l’ar**

Barbusse refuse tellement de voir dans la guerre la continuation de la politique par d’autres moyens que, frappé de l’inintelligibilité de la guerre, non seulement pour les « 30 millions d’esclaves», condamnés à faire ce qu’ils ne veulent pas faire pour obéir à des ordres dont la finalité leur échappe, mais aussi pour les gradés dépassés par des événements qui attestent l’impéritie des états-majors et finalement pour les politiques condamnés à répéter des discours sans fondement, il remet globalement et de + en + radicalement en cause la pertinence de la distinction entre « ami » et « ennemi » : «deux armées qui se battent, c’est une grande armée qui se suicide », fait-il répéter en boucle aux personnages du 1er et du dernier chapitre. Guère + qu’Eschyle, qui attribue aussi aux Perses des rites grecs et n’ignore pas que des contingents grecs sont enrôlés dans la grande armée composite de Xerxès, Barbusse ne voit dans l’Allemand un ennemi en soi : un soldat alsacien, parlant donc français, conduit même Poterloo déguisé en soldat allemand jusqu’à Valenciennes, où il voit sa femme rire avec un officier allemand. L’un et l’autre n’assigne de cause à la guerre que l’errance incarné par le pouvoir de l’autre : la démesure de Xerxès ; le militarisme symbolisé par l’Allemagne prussienne de Guillaume II. En revanche, Barbusse, met l’accent sur les clivages internes à la société en guerre. En forçant un peu le trait par rapport à la réalité historique, il affirme qu’il n’y a pas de bourgeois ni d’intellectuels dans la troupe, dont il oppose les conditions de vie… et de mort à celle des officiers, « privilégiés » dans tous les actes de la vie quotidienne, davantage épargnés et, au demeurant, quasiment absent du récit. Surtout il oppose le front à l’arrière, tant dans la vie militaire que dans les rapports avec les civils. Hostile aux «embusqués », le récit du passage du convalescent à l’Etat-major tend à démontrer que parmi eux figurent souvent des militaires de carrière, coupables ainsi d’un double crime : le bellicisme et la lâcheté. Surtout il appert de son analyse étiologique des causes du prolongement indéfini du conflit résident dans le profit qu’en tirent non seulement les industriels, de sorte que le conflit serait le heurt des capitalismes nationaux, la collusion entre industriels, hommes politiques et hautes sphères de l’armée aboutissant à ce que ces trois groupes profitent d’un conflit dans lequel ils exploitent ceux que Barbusse appelle des «  esclaves », mais l’épisode du cantonnement atteste de l’enrichissement des civils aux dépends des soldats censés les protéger. Dès lors, les causes du conflit étant moins politiques qu’anthropologiques, sociales, économiques, Barbusse tend à déplacer la ligne de front du sens originaire de la guerre patriotique et nationale, menée pour libérer le territoire envahi par l’occupant belliqueux, vers l’utopique guerre contre la guerre, révolution visant à instaurer un autre équilibre national et international.

**Dès lors les conflits d’interprétation auxquels le renversement de la formule de Clausewitz a donné lieu s’expliqueraient, par-delà la différence des moyens, par l’identité des acteurs et des buts des deux activités politique et guerrière. Après** avoir comparé la guerre au jeu et au commerce**,** Clausewitz reconnaît du reste cette parenté identité de structure: « elle ressemble encore + à la politique ».

, qui peut être considérée à son tour, du moins en partie, à une sorte de commerce à grande échelle ».

Mais dire cela, en assignant au verbe polémique et à la littérature engagée une mission de révolte et de prophétie révolutionnaire, n’est-ce pas renverser le rapport de fait entre la justice et la force, l’injustice et la guerre pour assigner à la guerre, guerre des mots, mais aussi participation effective et paradoxale à cette folie aporétique qu’est la guerre, une fonction politique, autre manière de réaffirmer l’indissoluble lien entre guerre et politique en donnant un sens politique à la guerre ?

La guerre comme «continuation de la politique par d’autre**s** moyen**s**» : le pluriel suggère que dans la réalité, il y aurait des chemins différents pour parvenir à une même fin. L’art de la guerre serait alors, selon la formule du chapitre 3 du livre II de « **De la guerre** », commerce, impliquant échange. Du même coup et sans perdre sa caractéristique de violence, la guerre se trouverait insérée dans le cours des relations entre Etats, cours que n’interromprait pas l’irruption de la violence et qui redonnerait tout son sens à la formule de Clausewitz. Selon cette logique, le combat perdrait son caractère exclusif, en dépit de la spécificité irréductible de la guerre : le recours à la violence. Ce serait justement parce que les relations entre Etats se poursuivent pendant les hostilités que les moyens de paix continuent à être disponibles en temps de guerre : on livre bataille au lieu d’envoyer des notes, mais on continue d’envoyer des notes ou l’équivalent dès lors qu’on livre bataille. On sait que des pourparlers de paix se sont tenus en 1917 et Barbusse, qui imagine des Européens condamnant la guerre à l’instant même où les Etats la déclarent, multiplie les scènes de fraternisation censées déboucher sur un retournement du principe guerrier contre lui-même.

Si la politique qui recourt à la guerre pour atteindre ses fins, c’est le feu qui prétendre éteindre l’incendie, tant le moyen risque de faire disparaître celui qui le met en œuvre car il est folie, défi à la raison et à la logique, partant instrument dont la politique éprouve les + grandes difficultés à faire un usage exact, c.à.d. adapté aux fins qu’elle se propose, l’emballement de la guerre qui se nourrit d’elle-même obéissant à un phénomène d’entropie qui échappe au contrôle de ceux qui l’ont décidé, comme on le voit dans l’aveuglement consécutif à la démesure de Xerxès ou dans l’inintelligibilité absolu de la guerre aux yeux de Barbusse, n’est-il pas vain de penser qu’on puisse retourner l’arme de la guerre contre elle-même pour en débarrasser définitivement le politique. Si finalement l’adage de Clausewitz peut se retourner contre lui-même, n’est-ce pas que guerre et politique sont aussi indissolublement liés que la guerre et la paix ?

De ses origines grecques, la politique semble s’être choisi pour instruments privilégiés le discours et le dialogue, alors qu’avec la guerre, les coups remplacent les mots, semant la mort là où la persuasion libère la Justice du cycle de la vengeance entraînée par l’application aveugle de la loi du talion, lavant définitivement la faute des Atrides dans un pardon qui scelle, à la fin de l’*Orestie*, l’alliance d’Argos et d’Athènes. Mais si le débat contradictoire permet à la concorde de régner dans la cité, n’est-ce pas aussi parce que la démocratie athénienne a su, à Salamine, se rallier à la stratégie de Thémistocle, accueillir favorablement son interprétation belliqueuse de l’oracle du rempart de bois qui sauverait la cité et opposer à la tyrannie imperméable aux discours la force du cri de ralliement, du courage et des armes ?

Même si ce n’est probablement pas le sens que Clausewitz donnait à sa « formule », l’histoire de sa réception, de son retournement par la pensée d’auteurs et de courants politiques qui placent l’antagonisme, la lutte, voire la force et même la guerre au cœur de la vie politique, économique et sociale nous oblige à interroger le sens de cette « continuité », affirmée par Clausewitz, entre guerre et politique. Clausewitz le sait et le reconnaît, la politique décidant de tout, sur le plan de la politique extérieure, mais aussi sur le plan de la politique intérieure, penser la guerre ne peut se faire indéfiniment du grand Tout politique à l’intérieur duquel elle s’inscrit : . « La guerre ne fait pas partie des domaines des arts et des sciences, mais de celui de la vie sociale. Elle est un conflit entre de grands intérêts qui trouve une solution sanglante et ce n’est qu’en cela qu’elle se distingue d’autres conflits. Mieux qu’à un art quel qu’il soit, on la comparerait au commerce, qui, lui aussi, est un conflit entre intérêts et activités des hommes et elle est encore beaucoup + proche de la politique, laquelle, elle également, peut être considérée comme une sorte de commerce à grande échelle » (II,3). Or cette analogie implique l’hypothèse d’une continuité entre la politique et la guerre, expression violente d’un antagonisme hostile, dont le champ, les acteurs et les buts sont ceux-là mêmes qui agissent sur la scène du théâtre politique. Plaçant le principe d’hostilité et « le regroupement qui se fait dans la perspective de l’épreuve de force » au cœur de l’antagonisme politique, Carl Schmitt relit la relation entre guerre et politique chez Clausewitz non un rapport d’extériorité entre une fin et un moyen qui lui serait en soi étranger et indifférent, mais comme une convenance préétablie, une similitude, une ressemblance, avérée dans la métaphore de l’épigénèse de la guerre, engendrée par la politique: « la politique est la matrice dans laquelle la guerre se développe ; en celle-là les linéaments déjà formés rudimentairement de celle-ci se cachent, comme les propriétés des êtres vivants dans leurs embryons ». Les caractères de la guerre opéreraient déjà de façon latente et à l’état de germes dans la politique, reflet de la corruption métaphysique de l’homme (C Schmitt), des rapports de force formalisés par la loi répressive ou oppressive (Foucault), de la lutte qui crée la classe, divise la société en camps ennemis et se mue, à la faveur du double mouvement de prise de conscience de soi par le groupe assujetti au pouvoir et au discours intériorisé et de décomposition structurelle et conjoncturelle du groupe hégémonique, en guerre des classes (Marx et Engels). Or l’étiologie de la guerre est analysée par le narrateur du *Feu* et par son relais, le caporal Bertrand, puis représentée par l’oscillation du discours des/ sur les poilus entre intériorisation du discours dominant et révolte contre les fauteurs de guerre, en termes d’aliénation des acteurs qui « sont » la guerre aux fauteurs de guerre qui la décident, la conduisent, en profitent, mais ne la font pas, le chœur des damnés de la terre/ guerre prophétisant, sur les décombres d’un champ de bataille englouti par le retournement du moyen contre lui-même, le retournement de la guerre révolutionnaire contre la guerre perçue comme la continuation de l’injustice née de l’inégalité. Enfin il n’est pas jusqu’à la violence avec laquelle la fière cavale indocile renverse, avec le joug qui l’insupporte, le maître d’équipage qui voulait l’asservir, qui ne fasse de la guerre la continuation de la lutte contre le despotisme.

 Dans l’introduction de son essai sur *Clausewitz*, Emmanuel Terray rappelle que quand les philosophes, les moralistes, les théologiens et les littérateurs se penchent sur les rapports entre guerre et politique, définie alors moins comme un principe d’action et de gouvernement que comme la gestion du vivre ensemble, c’est le + souvent pour établir la « répulsion réciproque » entre la guerre, chaotique, et la politique.

1. Cf Clausewitz, I,2,p.60 sur l’ensemble du théâtre de la guerre, « ce ne sont pas simplement deux armées qui se dressent l’une contre l’autre, mais deux Etats, deux peuples, deux pays ». [↑](#footnote-ref-1)
2. Clausewitz, I, I, 11, p.30 ; VIII, 2 [↑](#footnote-ref-2)
3. Clausewitz, I,2, p.52 et 43 [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir aussi, dans le 2ème stasimon, la question de la liberté de parole, comme cause de l’effondrement du pouvoir perse par la bataille de Salamine (v.584-587) [↑](#footnote-ref-4)
5. Eschyle, *Les Euménides*, v 969 sq « Quand j’entends ce que leur faveur veut accomplir pour ma contrée,/ mon cœur s’épanouit ey je chéris/ les yeux de la Persuasion, veillant sur ma langue et ma bouche/ face à leur sauvage refus./ Mais Zeux, maître de la parole, / fut le + fort, -et ma querelle en vue du bien/ fut victorieuse à tout jamais » ; « et qu’insatiable de malheurs/ jamais en la cité/ ne vienne gronder la discorde,/ que la poussière abreuvée du sang noir des citoyens/ n’exige pas dans sa colère/ le prix, meurtre pour meurtre,/ d’une ruine qui renverserait la cité, / mais qu’à la joie la joie réponde,/ que toute amitié soit commune/ autant que les pensées de haine, / car ce remède est souverain ». [↑](#footnote-ref-5)
6. Cf Clausewitz, I,2 : « comme la guerre n’est pas un acte de fureur aveugle, mais un acte dominé par la fin politique, la valeur de cette fin politique doit décider de l’ampleur des sacrifices aux prix desquels nous voulons l’acquérir. (…) Dès que la dépense d’énergie devient trop importante pour être équilibrée par la valeur de la fin politique, cette dernière doit être abandonnée et la paix doit s’ensuivre » (p.51-52). [↑](#footnote-ref-6)
7. Clausewitz, I,2,p.56 « Si donc l’intention négative, c.à.d. la concentration de tous les moyens dans une pure résistance, procure une supériorité dans le combat, et si celle-ci est suffisante pour contrebalancer une prépondérance éventuelle de l’adversaire, alors la simple durée du combat suffira pour mener peu à peu la dépense de force de l’adversaire au point où sa fin politique ne pourra + l’équilibrer et où il devra y renoncer ». [↑](#footnote-ref-7)
8. L’on retrouve sur le plan de la politique intérieure ce principe de suprématie de la politique, qui interdit de mettre au 1er rang la forme absolue de la guerre (I,I, 23 ; cité in Aron, p.177) : la fin doit s’adapter au moyen et réciproquement. « la fin politique, en tant que motif fondamental de la guerre, sera aussi la mesure, et pour le but qui doit être atteint par l’action guerrière, et pour les efforts requis. Or le but ne saurait être but en et pour soi… il le sera par rapport aux Etats qui se trouvent en face l’un de l’autre » (I,I,11), écrit Clausewitz, qui a vécu toute sa vie sous l’uniforme, mais qui n’accorde pas toute liberté d’action aux militaires entre le 1er coup de canon et la signature du traité de paix, même si sa loyauté à son roi n’a pas été jusqu’à servir un prince esclave, allié par contrainte à Napoléon : «en aucun cas l’art de la guerre ne saurait être regardé comme le précepteur de la politique…  Ce serait absurde que de vouloir subordonner au point de vue militaire le point de vue politique, car c’est la politique qui a engendré la guerre… D’après cette vue, il est inadmissible, voire dangereux, d’admettre une distinction selon laquelle un grand événement guerrier, ou le plan qui le prépare, ressortirait à une appréciation purement militaire ; c’est même un procédé absurde, quand il s’agit d’un projet de guerre, que de prendre, comme les cabinets ont coutume de le faire, l’avis des militaires, afin qu’ils se prononcent sur ces projets en purs militaires ; ce serait encore + absurde que d’exiger, avec les théoriciens, qu’on mette les moyens militaires existants à la disposition du chef militaire afin que, se basant sur ces moyens, il élabore un projet purement militaire pour la guerre ou pour la campagne… Si la politique est juste, c.à.d. si elle atteint sa fin, son action sur la guerre exercée dans ce sens ne saurait être que favorable ; et dans le cas où son interventions nous éloigne du succès, il faut en chercher la cause dans une fausse politique » (VIII, 6B, p.345-346). [↑](#footnote-ref-8)
9. V.505 sq, 517 [↑](#footnote-ref-9)
10. V.465-470, 480-482, 564 sq [↑](#footnote-ref-10)
11. « mon fils aura cherché,/ contre Athènes la glorieuse, une revanche/ bien amère ! Etaient-ils assez nombreux, les barbares/ tués à Marathon ? En pensant les venger,/ Il n’a recueilli que cette foule de maux ! « (v. 473-475 [↑](#footnote-ref-11)
12. « elle est perdue, la puissance des Perses» (714), dit la reine venue « sans char et sans rien du faste passé » consulter l’ombre du passé défunt, qui se demande « comment et où cela va finir » , avant que n’apparaisse, avec Xerxès, le roi nu. [↑](#footnote-ref-12)
13. On pouvait travailler aussi sur le motif de la rupture : rupture de l’ordre de la victoire, pacification par une guerre présentée comme bénie des dieux car « sage », le désastre entraîné par la brisure du rapport de filiation (754 sq), du partage voulu par les dieux et de l’alliance des dieux et des Perses (4ère stasimon, v.854-907), le désastre politico-militaire est interprété par Darios comme un avertissement à mettre un terme à la politique de conquête  [↑](#footnote-ref-13)
14. Nous y reviendrons en abordant les questions de la justice et de l’injustice de, dans, après la guerre. [↑](#footnote-ref-14)
15. De même la ruse, la tromperie, le mensonge, dénoncés en temps de paix pour ruineux pour la santé du corps social, deviennent des stratagèmes recommandés en temps de guerre, à l’instar du piège tendu par la diffusion d’une fausse information par « un certain grec, traître à l’armée d’Athènes » dans *Les Perses* (v.255) [↑](#footnote-ref-15)